



LE SECTEUR DE L'ENFANCE AUX ABOIS

Lettre ouverte au Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles,

Monsieur le Ministre Président Pierre-Yves Jéholet, Madame la Ministre de l'Enfance, Bénédicte Linard, Mesdames les Ministres et Monsieur le Ministre,

Accueillir les jeunes enfants, les accompagner, les aider à s'épanouir pour trouver leur place et préserver leur bien-être est plus que jamais un enjeu fondamental dans notre société, en doute face aux défis du futur. Affecter des budgets à un tel objectif ne peut en aucun cas être considéré comme un coût, mais bien comme un investissement pour l'avenir. De multiples études ont démontré que chaque euro y investi crée des économies (moindre redoublement à l'école, meilleure insertion des jeunes, ...), bien au-delà de l'apport que peut représenter l'accueil des enfants pour permettre à leurs parents de rester des acteurs économiques rentables.

La pandémie que nous vivons touche aussi fortement le secteur de l'Enfance, dans ses multiples formes : que ce soit les milieux d'accueil collectifs ou les accueillantes à domicile, l'accueil extrascolaire (ATL), les services PSE, les gardes d'enfants malades, ... le personnel et les services ont subi de plein fouet les effets de la crise. Protéger ce personnel et préserver les institutions doivent être un objectif prioritaire pour le Gouvernement. C'est non seulement la santé des enfants qui est en question, mais aussi celle des familles. Les applaudissements pour les professions maintenues en activité en première ligne restent à ce jour sans suite. Ni prime d'encouragement, ni revalorisation structurelle.

Mais ce qui risque le plus de décourager les équipes et les directions, c'est le manque de perspective d'amélioration. Or, l'adoption de la Réforme des Milieux d'accueil lors de la précédente législature, et la confirmation de la volonté d'investir dans le secteur de l'Enfance à la mise en place du nouveau gouvernement, ont fait naître un vent d'optimisme. Le secteur avait l'impression d'avoir été entendu.

Malheureusement, le Gouvernement est sur le point d'adopter le nouveau Contrat de gestion de l'ONE, et il semble qu'à cette occasion, de nombreuses évolutions positives de la Réforme risquent d'être remises en cause. Viabilité financière, normes d'encadrement, accessibilité, formation du personnel, ... autant de thèmes menacés qui, au-delà de la crainte, suscitent la colère du terrain.

Plus que jamais, nous exigeons des autorités politiques qu'elles donnent la sécurité et les moyens suffisants au secteur de l'Enfance, dans toute sa diversité et sa complémentarité, pour lui permettre de se déployer en quantité et qualité, en dehors des logiques de marchandisation. Il s'agit pour le secteur, dès aujourd'hui, de pouvoir contribuer à l'émergence de générations futures de citoyen.ne.s intégré.e.s et impliqué.e.s, agissant pour le bien-être commun.

L'ensemble des parties prenantes représentatives du secteur vous demandent de relancer la concertation avec elles, dans un cadre de réinvestissement massif et durable du secteur.

Pas de relance sans l'enfance !

La File, Unessa, la CNE, le Setca, la CGSLB, la CSC-SP et la CGSP